

SÉANCE DU 26 MARS 2026

DÉCLARATION D'ACTUALITÉ

À l'heure des 80 ans d'EDF, la CGT a rappelé solennellement qu'elle est née en 1946 de la nationalisation menée par le ministre, CGT, résistant et déporté, Marcel Paul.

EDF a été bâtie comme un outil au service du pays, garantissant un service public de l'énergie sûr, accessible et humain.

Depuis les années 2000, les politiques libérales ont méthodiquement démantelé cet héritage : privatisation, financiarisation, explosion des tarifs, externalisations, Flex-office imposé et réorganisations à la chaîne. Le sens au travail des salariés est altéré, leur santé sacrifiée et le service public oublié.

Au vu de ces constats, la CGT exige un Statut renforcé pour tous les salariés, la fin des logiques purement financières et de nouvelles nationalisations de l'énergie.

Par ailleurs, face à la montée du fascisme, en France comme ailleurs, contrairement à d'autres et étant fidèle à son ADN, la CGT refuse la résignation et les silences complices.

La CGT appelle nos décideurs à revenir aux logiques fondatrices d'EDF pour en assurer son avenir, qui ne se construira ni contre ses agents, ni contre l'intérêt général, mais par la reconquête d'un véritable service public au bénéfice du pays.

EXPERTISE SECAFI - SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE 2025 D'EDF POUR AVIS

L'expertise présentée au CSEC confirme une situation 2025 marquée par des résultats encore solides (EBITDA 29,3 Md€) mais déjà fragilisés par la baisse des prix de marché.

Les revenus d'EDF étant désormais largement dépendants du marché, l'entreprise est exposée à l'aléa des prix, sans garantie de couverture des coûts complets du nucléaire.

En parallèle, les besoins d'investissements explosent (jusqu'à 30 Md€/an) pour financer grand carénage, EPR2 et réseaux, entraînant une hausse de l'endettement pouvant atteindre 65-70 Md€. L'expertise souligne une sous-évaluation des coûts du nucléaire dans la régulation actuelle, pénalisant les capacités de financement. Par ailleurs, la stagnation de la consommation et le développement déséquilibré des ENR accentuent la modulation du nucléaire et pèsent sur les recettes.

Ces constats imposent une rupture : sortie du marché, régulation publique intégrale, financement 100% garanti par l'État et reconstruction d'un service public de l'énergie. C'est une question de souveraineté et d'intérêt général. La CGT a voté Contre la situation économique et financière d'EDF.

POINT SUR LA POLITIQUE R&D D'EDF

La CGT a exprimé de vives préoccupations quant à l'avenir de la R&D d'EDF : effectifs insuffisants, surcharge de travail, absence de revalorisation salariale et externalisations fragilisent les compétences, les outils stratégiques (tel que les codes métiers) et la capacité à préparer l'avenir énergétique.

La CGT exige une rehausse des effectifs par l'embauche de 200 agents statutaires à la R&D.



SÉANCE DU 26 MARS 2026

ETAT DE DURABILITÉ D'EDF POUR AVIS

Le CSEC est consulté sur l'état de durabilité, obligation européenne visant à uniformiser les critères extra-financiers pour permettre aux investisseurs de comparer les entreprises.

La CGT reconnaît le travail engagé, mais alerte sur la montée des dispositifs de contrôle interne obligatoire d'unité générant une **charge de travail supplémentaire** pour les agents.

La CGT revendique l'intégration d'un **véritable volet social absent** : prise en compte réelle des conditions de travail, de la santé au travail et de l'adéquation charge/ressources.

La CGT refuse que la politique sociale ne serve qu'à faire bonne figure pour les investisseurs.

En conséquence, la délégation CGT a voté Contre l'état de durabilité.

DOSSIER IMMOBILIER - ALLAR À MARSEILLE POUR AVIS

Derrière un site attractif, le projet de prise à bail à Marseille comporte de nombreux aspects pouvant impacter les conditions de travail des agents : Flex-office imposé, surfaces réduites, stationnement non garanti, restauration sous-dimensionnée et disparition de services essentiels tel que la salle de sport de l'ancien bâtiment.

La CGT a alerté sur ces différents points, et sans réponse satisfaisante, a voté Contre.

EXPERTISE PRONEOS - INTÉGRATION DE MAYOTTE À EDF

Mayotte est le **seul département français n'étant pas intégré à EDF** et dont le système électrique est géré par la société Électricité de Mayotte (EDM) dans laquelle EDF est tout de même actionnaire à 25%. Cette aberration historique révèle une fois encore une politique d'abandon de l'État envers les territoires ultramarins.

Derrière les éléments techniques et financiers de l'expertise, démontrant la faisabilité de l'intégration d'EDM à EDF, il y a une réalité profondément politique : l'égalité républicaine n'est toujours pas une réalité pour la population Mahoraise.

Le cyclone Chido a pourtant mis en évidence la fragilité extrême du système électrique de l'île, avec la destruction de 22% de la puissance installée et l'anéantissement total du parc photovoltaïque. Cette situation a plongé la population dans une crise vitale, notamment en matière d'accès à l'eau potable, fortement dépendante de l'électricité.

Si des mesures d'urgence ont été prises, et la CGT en profite pour saluer l'engagement exemplaire des agents d'EDF et d'Enedis qui ont permis de rétablir un minimum vital, les besoins restent énormes au vu du retard structurel de développement du département.

La responsabilité de l'État et d'EDF est pleinement engagée. Il ne s'agit plus de colmater en urgence mais d'investir durablement **pour garantir aux Mahorais des conditions de vie dignes, conformément aux principes républicains de liberté, d'égalité et de fraternité.**

Mayotte cumule des indicateurs sociaux alarmants: pauvreté touchant près de 90% de la population, précarité énergétique massive et plus faible niveau de développement des départements français. L'expertise démontre qu'un autre avenir est possible: diversification énergétique, énergies renouvelables avec stockage, géothermie et sécurisation du réseau.

Sous l'impulsion de la délégation CGT, le CSEC à voter une résolution pour organiser une présentation de l'expertise aux représentants Mahorais fin avril : seule la CFE a voté Contre, considérant que « nous n'avons pas à nous en occuper » ...



**PROCHAINS
RENDEZ-VOUS :**

2 AVRIL - CSCT C

22 AVRIL - CSE C EXTRA

23 AVRIL - CSE C



INVITATION

9 AVRIL 2026

À L'OCCASION DU 80^e ANNIVERSAIRE

D'EDF, LE CSEC D'EDF SA INVITE LES

ÉLUS CSE À PARTICIPER À UN

ÉVÉNEMENT NATIONAL

EXCEPTIONNEL.

9 AVRIL 2026 DE 8H30 À 14H

ESPACE CLACQUESIN

18 AVENUE DU MARÉCHAL LECLERC

- 92 240 MALAKOFF

MÉTRO LIGNE 4

INSCRIPTION DES ÉLUS CSE

OBLIGATOIRE

